

Vancouver, est fort justifiée. Nous avons connu une baisse marquée des recettes non seulement à cause de la récession, mais aussi parce que personne ne s'est préoccupé d'imposer les profits qu'une partie de l'industrie forestière de cette province a réalisés, et cela, même en des temps meilleurs. Allez dire ensuite que les listes de paye sont truquées!

Il est absolument scandaleux que le gouvernement fédéral ou le gouvernement provincial insinuent que les entreprises sont sans le sou et qu'il faudra en fin de compte venir à la rescousse de la Colombie-Britannique toute entière qui détient la part du lion dans la production forestière et l'emploi, comme le signale le rapport même du gouvernement fédéral.

Voici ce que dit un éditorial du *Sun* de Vancouver du 16 février intitulé «The Free Log Scandal»:

Est-il vrai que le gouvernement a permis que du bois de la Couronne soit livré à la société B.C. Forest Products et à d'autres grandes compagnies forestières, sans frais? Si oui, comment cela a-t-il pu se produire? Y a-t-il eu incompétence? Y a-t-il eu activité criminelle?

Tous les journaux, de Toronto à Vancouver, en parlent à l'une. Les mêmes situations scandaleuses se retrouvent dans la région de l'Atlantique. Les cas ne sont peut-être pas aussi dégoûtants que ceux de la Colombie-Britannique, mais selon des accusations aussi graves, le bien de l'industrie forestière dans la région de l'Atlantique serait négligé. Enfin, un éditorial du *Globe and Mail* du 21 février 1984 était coiffé du titre suivant: «Running out of trees». C'est exactement le danger que nous courons.

Le propre rapport du gouvernement fédéral sur la nécessité de repeupler et gérer les forêts en Colombie-Britannique, publié récemment par le Centre de recherche forestière du Pacifique du ministère fédéral de l'Environnement, prédit une situation qui est de nature à alarmer tous les Canadiens, qu'il vivent ou non dans l'une des 300 localités qui dépendent de l'industrie forestière. Le rapport évoque la menace d'un chômage massif en Colombie-Britannique dans presque toutes les grandes villes à moins qu'une campagne ne soit entreprise pour reboiser les vastes étendues d'où le bois a été coupé ces dernières décennies. Il prévoit que plus de 30,000 emplois vont disparaître dans l'industrie des produits forestiers et 30,000 autres dans les services connexes. Le propre rapport du gouvernement fédéral ajoute que les répercussions seraient tellement désastreuses que le gouvernement provincial serait incapable de surmonter la crise financière sans l'aide du gouvernement fédéral.

Je demande au gouvernement fédéral pourquoi il doit attendre que l'une des provinces dites nanties ait besoin d'être sauvée par une opération massive d'urgence? Le gouvernement fédéral ne devrait pas se désengager comme il le fait.

Le chef de mon parti, le député d'Oshawa (M. Broadbent), le 13 février 1984, a posé la question suivante au ministre de l'Environnement (M. Caccia) de qui relève le Service canadien des forêts:

Avant la fin de semaine, son ministère a publié un rapport qui prévoit que 30,000 emplois disparaîtront... Peut-il dire à la Chambre si ces chiffres alarmants sont exacts et, s'ils le sont, ce que son gouvernement compte faire pour aider cet important secteur de l'économie du Canada?

Le ministre de l'Environnement a digressé en parlant d'un engagement à FORINTEX, puis a déclaré:

Nous avons renouvelé notre engagement et le député sait très bien que nous tenons à protéger la viabilité de ce secteur de l'économie.

Il a ajouté:

### *Le budget—M. Kristiansen*

En 1983-1984, nous avons tout fait pour préserver des emplois dans ce secteur, surtout en puisant dans la Caisse d'assurance-chômage pour financer la création d'emplois, et ce malgré le manque de collaboration d'une des provinces.

Il y a eu un peu plus qu'un manque de collaboration de la part d'une province. Pourtant, le ministre a relaté tout ce que le gouvernement avait fait pour sauver l'entreprise grâce à des programmes de création d'emplois. Si l'on compare les prévisions pour les deux années, on constate que 115 millions ont été prévus pour 1983-1984 et 45 millions pour 1984-1985. En somme, le ministère de l'Environnement réduit de 61 p. 100 son aide à l'industrie forestière. Les programmes d'emploi passent de 21.5 millions à moins de \$60,000. Soit une réduction de 99,998 p. 100 de programmes d'emploi dans le secteur de la forêt. Quel est l'objectif? Le gouvernement fait preuve de stupidité en affirmant qu'il crée de l'emploi dans l'industrie forestière. Il se contente de quelques pansements alors qu'une opération chirurgicale d'importance s'impose, et là encore, son action est mal assurée.

Nous savons que le gouvernement de la Colombie-Britannique et ceux de quelques autres provinces sont en train de détruire le secteur forestier par leur incurie, mais le gouvernement fédéral n'est pas tenu de leur prêter main forte. Il faudra bien que quelqu'un paie la note un jour.

Nous parlons d'une situation d'urgence créée par un scandale d'une envergure sans précédent. Le gouvernement fédéral devrait même prendre les choses en mains et se préoccuper de trouver une solution.

Pour finir permettez-moi de vous soumettre quelques propositions. Nous devons nous préoccuper de reboisement, de recherche et de développement, de prospection de nouveaux marchés, de diversification et de techniques nouvelles, avant qu'il soit trop tard.

Moi-même ainsi que mon parti avons les propositions suivantes à faire: d'abord, la mise sur pied d'un ministère fédéral des forêts. A l'heure actuelle, cette responsabilité incombe au Service canadien des forêts qui relève du ministère de l'Environnement. Ce ministère regroupe de trop nombreux services, soit quelque 19 directions distinctes. Il y a absence de coordination ou de concertation au niveau du cabinet. S'il y a un ministre chargé de ce secteur, il doit partager son temps entre une multitude de responsabilités dont certaines ne sont pas nécessairement compatibles. Un secteur d'activité qui contribue bien davantage en ce qui concerne la balance des paiements, que les pêches, les mines, l'énergie et bien d'autres secteurs ensemble, mérite qu'on s'en occupe un peu plus.

En deuxième lieu, on devrait mettre sur pied un comité pour coordonner les programmes de formation, étant donné que le contenu des tâches évolue dans cette industrie.

En troisième lieu, il faut accroître les crédits consacrés à la recherche et au développement et les porter à un niveau semblable à celui observé aux États-Unis et en Scandinavie. Par exemple, les efforts entrepris dans ce domaine par le gouvernement de la Suède mériteraient d'être imités. J'inviterais le ministre de l'Environnement et d'autres députés préoccupés de l'avenir de leurs électeurs qui dépendent de cette industrie, à comparer la situation de la Suède avec celle du Canada. Les richesses de la Suède sont infimes par rapport à celles du Canada et pourtant chaque année ce pays accroît sa superficie boisée de même que ses capacités de production. La Suède est beaucoup plus modernisée que le Canada car elle s'est soucieuse de l'avenir. Voilà le genre de mesure dont ce secteur a besoin.